

PRODUCTION PASTORALE ET RAPPORTS MARCHANDS : ESSAI D'INTERPRÉTATION (Les Touareg du Gourma malien)

PAR

André BOURGEOT

I. — PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Avant d'aborder la place et le rôle de la production pastorale dans les facteurs économiques et sociaux qui interviennent dans l'évolution des systèmes de production, il est opportun de dresser d'une part la localisation des sociétés pastorales et d'autre part, d'établir un bref « survey » sur ces sociétés dans leurs rapports avec les projets de développement en soulignant les lacunes de ces projets.

Le secteur de l'élevage se caractérise par deux grands aspects. D'abord, une concentration relative circonscrite géographiquement, puis par des systèmes de production dont la dynamique interne ne vise pas à une *finalité* spécifiquement économique. La distribution géographique de la population animale est associée à celle de la présence (ou de l'absence) de la mouche tsé-tsé, vecteur de la trypanosomiase. La zone d'infestation se situe aux alentours des isohyètes 800 à 900 mm (cf. carte).

Cependant, le petit bétail (caprins et ovins) ainsi que les bovins de petite taille, notamment la race N'Dama, sont trypanotolérants.

Il apparaît donc que l'essentiel de l'élevage se trouve concentré dans des zones non, ou faiblement, infestées par la trypanosomiase. Celles-ci, selon les classifications habituelles, concernent donc les régions arides, semi-arides et celles d'altitude qui contiennent le plus grand nombre de petits et gros ruminants.

Ces régions se caractérisent par deux types d'élevage : un pastoralisme transhumant (ou pastoralisme nomade) et un élevage sédentaire en exploitation mixte. Il s'agira ici du seul pastoralisme nomade, lequel prédomine

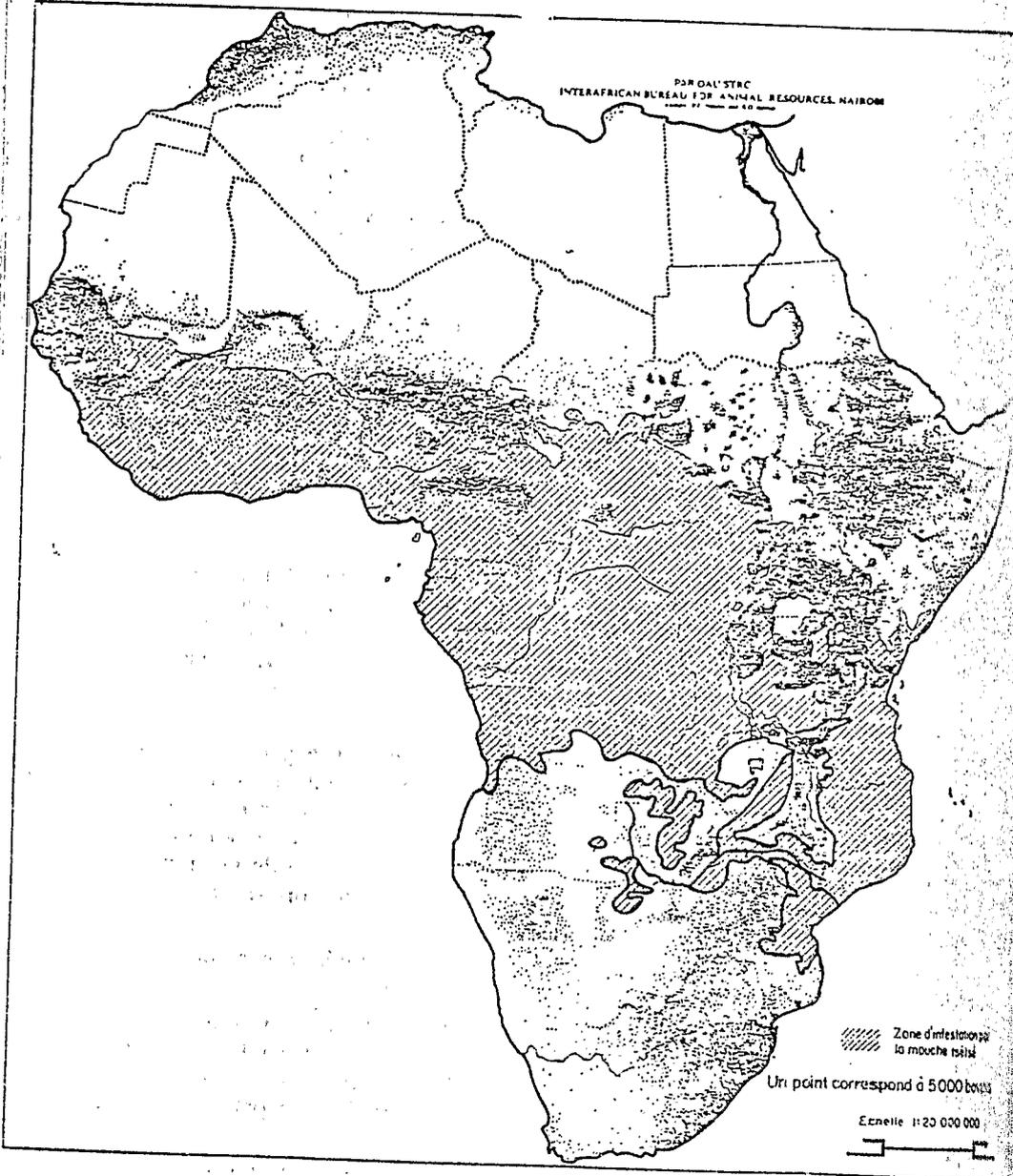
O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire

N° : 23632

Cote : B

8 MAI 1987

DISTRIBUTION DES BOVINS ET DE LA MOUCHE TSÉTSÉ EN AFRIQUE



dans les zones arides, impropres aux cultures. Celui-ci se caractérise par une orientation de la production pastorale dont la finalité n'est pas économique. Si l'on se place dans la logique économique du libre échange, il n'y a pas production d'un surplus visant à la commercialisation. Le surplus utilisé dans le cadre des rapports d'échange recèle davantage une fonction sociale et politique qu'économique au sens de la conception occidentale.

Dans ces conditions, la production pastorale est orientée vers la satisfaction des besoins de subsistance et des contraintes sociales. L'autre caractéristique dominante du pastoralisme nomade réside dans l'extrême précarité des conditions de production dont l'équilibre relatif et fluctuant peut être perturbé par l'intervention de multiples facteurs : climatiques, politiques et technico-économiques.

L'objectif essentiel vise plus à la production laitière qu'à la production carnée (notamment le petit bétail) dont la fonction est sociale car utilisée à des fins de fêtes familiales, à la réalisation de rituels, ainsi qu'à la satisfaction des besoins de liquidités afin de répondre aux dépenses monétaires (impôts, vêtements, thé, sucre, etc.). En outre, le stockage du bétail est perçu comme une garantie capable de faire face aux différents aléas qui peuvent surgir.

Par contre, le pastoralisme nomade produit au-delà des besoins familiaux et sociaux, car il contribue nettement à approvisionner en viande les zones urbaines. Cet approvisionnement s'inscrit dans le cadre des réseaux commerciaux nationaux et transnationaux qui relève d'un système économique autre que celui auquel l'éleveur appartient structurellement. Cette description n'est pas contradictoire à celle qui la précède. En effet, l'insertion dans les réseaux marchands est, au niveau de la *valorisation* du procès de production pastorale, séquentielle. Cette insertion ne résulte pas de la dynamique interne des systèmes de production « traditionnel », mais souligne la nécessité pour l'éleveur, de s'insérer dans les réseaux marchands qui lui sont extérieurs mais dont il dépend pour obtenir des liquidités. Il ne faut donc pas confondre la *finalité* économique d'un système de production avec l'intervention éphémère, bien que cycliquement régulière, dans les réseaux marchands. Le bétail, moyen de production et moyen de consommation dans la rationalité économique en œuvre chez les pasteurs nomades, se transforme en *marchandise*, d'une manière momentanée et sous l'effet des contraintes extérieures. Cependant, il y a là un processus qui se met en place et qui, à terme et sous l'effet de l'action conjuguée de plusieurs pressions extérieures, peut déboucher sur une modification structurelle des systèmes de production pastoraux précapitalistes.

Jusqu'au début des années 70, au Sahel, ces sociétés de pasteurs nomades ont constitué la majeure partie de l'approvisionnement en viande bovine et ovine des régions côtières de l'Afrique de l'Ouest, consommatrices de viande mais non productrices. En Afrique de l'Est, notamment au Kenya à travers une réorganisation structurelle de la production pastorale (mise en place des « company ranches », « group ranch » et « grazing block »), ce sont les zones pastorales qui assurent pour l'essentiel l'approvisionnement des grands centres urbains régionaux, visant également à l'exportation.

II. — MÉTHODOLOGIE CRITIQUE

L'évaluation et l'appréciation des projets pastoraux visant à l'analyse quantitative du degré de pénétration des rapports marchands dans la production pastorale, sont sérieusement handicapés du fait de l'absence d'études concrètes. Il est donc impossible d'identifier des traits communs. En outre, il est nécessaire de comprendre, d'une part la rationalité économique des éleveurs, et d'analyser, d'autre part les mécanismes de fonctionnement de ces sociétés en articulation avec la pénétration d'une nouvelle logique économique, non généralisée, mais qui contribue *de facto* à orienter la production pastorale.

Le nombre de têtes de bétail en Afrique sub-saharienne est particulièrement important puisque, selon les sources statistiques de la FAO, il y aurait eu 140 millions de bovins et 230 millions d'ovins-caprins en 1975, c'est-à-dire peu de temps après la grande sécheresse.

Selon Brown, cité par W. Goldschmidt, 15 % de la population africaine dépendent partiellement ou totalement du bétail. En termes statistiques et mathématiques, ces chiffres rapportés à la population humaine globale, signifieraient que chaque éleveur serait détenteur de trois têtes de bovins et de cinq têtes d'ovins ou caprins.

Au-delà de l'aridité des chiffres, ceux-ci ne recèlent aucune signification et, *a fortiori*, ne permettent pas d'en tirer une quelconque conclusion utilisable. En effet, ces chiffres, isolés des rapports sociaux, des formes de propriété qui leur sont liées et du degré d'insertion dans l'économie de marché, n'autorisent pas une extrapolation.

Par-delà ces statistiques et des conditions d'obtention de ce recensement, la triviale réalité oblige à constater que la satisfaction des besoins alimentaires n'est pas résolue pour l'ensemble des éleveurs qui composent les sociétés pastorales. Par contre, ces chiffres soulignent une potentialité économique, y compris la consommation appréciable qui pose le problème des modalités et de la finalité de l'utilisation d'un tel « réservoir » productif.

La fiabilité des données quantitatives concernant la production pastorale étant plus que douteuse, car reposant sur des statistiques issues des registres de l'impôt et isolées des formes de propriété, ne peuvent servir réellement d'indicateurs.

Par ailleurs, fonder une analyse sur ce type de données, risque fort de déboucher sur une investigation des faits économiques et sociaux relevant d'une conception technique et technocratique qui n'explique ni la mise en œuvre des processus nouveaux ni les conditions d'apparition de ces processus.

Au niveau méthodologique et pour les raisons évoquées ci-devant, il est opportun de procéder à l'analyse de la réalité pastorale telle qu'elle apparaît actuellement, et d'interpréter les processus en action.

En résumé, avant de prendre des décisions et d'imprimer des orientations utiles pour le planificateur, il s'agit de comprendre les faits dans leur mouvement, les contradictions et les enjeux en présence. En outre, les aspects économiques sont indissociables des conséquences sociales dont ils sont porteurs.

Cette étude ne vise pas à élaborer une méthodologie simple et directe qui pourrait être utilisée à plusieurs niveaux de décision; au-delà des faits apparents, elle vise à déceler les mécanismes profonds qui conduisent aux comportements économiques des producteurs pastoraux.

L'expérience du passé, dont il faut tirer les leçons, tend à révéler la faible adaptation des projets de développement pastoral aux conditions *effectives* de la production. Ces projets, souvent rigides, ne paraissent pas être applicables dans tous les cas : les traits spécifiques, sans pour autant les ériger en *système*, doivent être pris en considération. Il apparaît également que les objectifs de ces projets sont plus déterminés par les exigences des donateurs que par les besoins des pasteurs, ce qui renforce les liens de dépendance. En outre, il faut souligner le décalage très fréquent qui existe entre les contraintes temporelles imposées par des considérations financières et la formation des cadres chargés de mettre en place la réalisation effective du projet. Ce dernier aspect pose le problème de la durée et des modalités de l'intervention qui s'inscrivent fondamentalement dans un processus d'évolution déterminé au préalable, qui rejette de ce fait toute anomalie imprévisible et non maîtrisable.

Certaines études socio-anthropologiques ont été l'objet de critiques visant leur caractère général et leur investigation plus réflexive que prospective. Ces critiques, souvent fondées et se situant au-delà du procès d'intention, ne peuvent en cause l'apport incontestable de l'approche socio-anthropologique reconnue et recherchée partout ailleurs. Cette approche, en particulier l'anthropologie économique, incluant les différentes écoles dont elle se réclame, recèle de par ses méthodes d'investigation spécifiques des faits sociaux et de par son pluralisme, les capacités d'observer et d'analyser l'émergence de nouveaux facteurs sociaux, ou de prévoir l'effet d'une innovation technique. En outre, les erreurs d'une discipline, inhérentes à toute démarche scientifique féconde, ne se réduisent pas à cette discipline et les modes d'appréhension de la réalité socio-économique se posent davantage en termes de méthodologie qu'en termes de discipline spécifique.

III. — CAUSES DE MODIFICATIONS QUI AFFECTENT ACTUELLEMENT L'UTILISATION DES ÉCOSYSTÈMES PATURÉS

1) Aspects diachroniques

La situation actuelle des sociétés pastorales ne peut se comprendre et s'analyser qu'en référence à l'histoire. Walter Goldschmidt, dans une communication intitulée « The Failure of the Pastoral Economic Development Program in Africa », s'appuyant sur la littérature et les données existantes, dresse un bilan relativement exhaustif des situations actuelles. Les auteurs qu'il cite s'attaquent aux causes qui ont conduit les sociétés pastorales à modifier leur attitude tant dans le mode de gestion des parcours qu'au niveau de leur comportement économique induit par la logique de la conception des projets de développement.

Les auteurs dressent un bilan globalement négatif de l'intervention des facteurs extérieurs visant à une amélioration des conditions de vie des éleveurs. Les politiques hydrauliques ont généralement conduit à un surpâturage localisé autour des forages car perturbant structurellement le contrôle social qui s'exerce sur les conditions d'accès et de gestion des niches écologiques. En outre, ces politiques hydrauliques se sont instaurées sans prendre en considération le rapport entre la quantité d'eau disponible et la capacité du couvert végétal auquel ces stratégies donnaient accès. Goldschmidt conclut : « I have no indication of any instance in which the use of wells has had any positive effect, yet the 1974 Somali Democratic Republic in its Five Year Development Program, planned 300 deep wells and 100 water stations (Somali Democratic Republic 1974 : 136) and in 1973 Rwanda planed to construct 80 water stations (Rwanda, 1973 : 55) and Mauritania, 250 wells in 1970 (Mauritania, 1970 : 59). I do not know whether these plans materialized ». Quant à la suppression des feux de brousse, érigée en système d'action ignorant les spécificités locales, leurs effets sont souvent contestables. En effet, Baker, dans le Karimoja Ougandais constate que la suppression des feux de brousse a conduit au maintien et à la prolifération de la mouche tsé-tsé, et a contribué simultanément à développer une végétation porteuse d'épidémie et non consommée par les populations animales.

Toutain montre que l'action destinée à modifier l'utilisation du producteur primaire (le tapis végétal), notamment à travers la mise en défens de certains pâturages, doit être maniée avec beaucoup de prudence et ne peut être généralisée. S'appuyant sur une expérience concrète dans le Nord de la Haute-Volta, il en souligne les effets inattendus et déconcertants : une portion d'espace mise en défens est restée entièrement dénudée, alors que la partie

contiguë, d'accès libre, a permis une régénérescence des graines. Sans en tirer des conclusions hâtives et générales, cet exemple confirme la fragilité des actions sur le producteur primaire et révèle le faible degré de maîtrise de la nature. De surcroît, il met en lumière que si le piétinement est parfois nuisible au milieu, il devient bénéfique dans d'autres cas, car il répartit les graines en profondeur dans le sol et autorise leur germination.

Les experts ont souvent accusé les éleveurs d'accumuler du bétail pour le seul plaisir de l'accumulation. Ce stockage est, selon leurs analyses, la cause profonde de la surcharge pastorale engendrant la dégradation des conditions écologiques (pâturages herbacés et aériens). La solution envisagée fut alors de « déstocker » en commercialisant le bétail.

Au-delà de cette analyse mécanique, également fondée sur une erreur d'appréciation des causes et sur une incompréhension des mécanismes moteurs de la production pastorale, il s'avère que la solution proposée n'a pas eu les effets escomptés. Je cite encore Goldschmidt : « Stock reduction schemes do not work because they operate on fiat, creating resentment and antagonism among a traditionally independent people, because they cannot be equitably applied within the local social structure, and because, even should they be temporarily successful, the number of animals will rapidly return to the previous level, unless these is continued close policing ».

Ces constatations relevant davantage de l'apparence des phénomènes que de leur essence, il s'agit de replacer ces situations dans un processus plus global.

L'occupation humaine des écosystèmes pâturés aujourd'hui se caractérise par deux grands événements tant économique que politique.

A l'époque coloniale, le développement des cultures de rente et l'accapement des terrains les meilleurs destinés à cette fin, ont fortement contribué au rétrécissement de l'espace occupé par les pasteurs nomades alors engagés, par des contraintes extérieures, dans un processus de marginalisation spatiale et économique.

Marginalisation spatiale car les pasteurs ont été contraints d'occuper les plus mauvaises terres placées à la périphérie des terres les plus rentables, commercialement parlant. Cette logique économique était porteuse de processus contradictoires. D'une part on assiste dans certains cas à une restriction des terrains de parcours et des aires de transhumance limitant ainsi les capacités intrinsèques à l'élevage extensif et, d'autre part paradoxalement, cette restriction *de facto* oblige à la recherche d'axes de transhumance beaucoup plus longs. Cet allongement dans le temps et dans l'espace correspond aux nécessités de la production pastorale qui exigent des pâturages dont la qualité alibile et les espèces appétibles répondent aux besoins de la consommation animale.

Marginalisation économique car les objectifs de la production pastorale « traditionnelle » ne participaient pas à ceux de cette époque, notamment au niveau de l'utilisation de la main-d'œuvre et de son impact dans la balance des paiements.

2) Aspects synchroniques.

Les aléas divers (épizooties, inondations, feux de brousse, sécheresse, etc.) contribuent lourdement à affecter les conditions actuelles de la production pastorale. Au-delà des conséquences événementielles et dramatiques de ces aléas, notamment celles de la sécheresse, il s'agit d'analyser leurs aspects spécifiques dont les éléments d'explication résident dans un recourt à l'histoire.

La situation dans laquelle se trouvaient les sociétés nomades au moment de la grande sécheresse des années 1969 à 1974, a révélé à l'opinion mondiale la précarité des conditions actuelles de la production pastorale et l'échec de l'intervention des facteurs extérieurs (politiques hydrauliques, techniques pionnières, etc.). Elle a souligné la disparition quasiment totale des capacités intrinsèques à ces sociétés de répondre aux aléas de natures différentes. Les spécialistes ont montré que les éleveurs étaient détenteurs de techniques, y compris les connaissances, qui leur permettaient de faire face aux aléas naturels mais que ces capacités de réponse ont été asphyxiées sous le poids des contraintes extérieures affectant profondément l'organisation interne.

Si dans le passé on a pu constater que la périodicité des sécheresses, mineures, en zone sahélienne pouvaient constituer un facteur d'ajustement de la production, celle de 1969-74 s'inscrit dans un contexte politico-économique nouveau.

Toutefois, les mécanismes d'ajustement : prêts en bétail, prêts d'animaux laitiers, troupeaux inaliénables, dons religieux etc..., ne relèvent pas des seuls aléas climatiques ou épizootiques. Ils s'inscrivent fondamentalement dans les systèmes d'entraide, de redistribution de biens, de circulation du bétail et simultanément dans le cadre des réseaux de clientèle et des rapports de protection.

Par contre, ces mécanismes subissent des entraves lorsque les conditions climatiques et économiques (sécheresses, épizooties, récession) deviennent anormales. Les pertes humaines et animales furent si importantes lors de la dernière sécheresse que, dans la plupart des cas, il fut impossible de maintenir ce système de circulation du bétail, soulignant ainsi la diminution des capacités sociales à faire face aux aléas divers.

La caractéristique fondamentale de cette sécheresse et de son paroxysme atteint en 1973-74, réside dans sa transformation en famine généralisée. Par ailleurs, les causes profondes comparées aux précédentes sécheresses, ne semblent pas identiques.

La dernière en date est également le résultat d'un mode d'exploitation des niches écologiques conditionné par la pénétration des rapports marchands dont la logique est animée par la loi du libre-échange. Dans les conditions politiques et économiques nouvelles, les sociétés nomades ont été profondément touchées, y compris dans leurs capacités spécifiques de réponse face aux aléas climatiques.

Cette sécheresse a été unique, tant dans ses causes climatiques, politiques et économiques, que dans ses conséquences engendrant l'insertion des éleveurs dans les réseaux migratoires intra-africains; notamment en Côte-d'Ivoire et au Nigéria. Son caractère dominant se matérialise par l'aggravation des conditions de la production, favorisant ainsi le processus de dislocation de la production pastorale précapitaliste et révélant simultanément la faiblesse nouvelle de ces systèmes de production. Cette faiblesse concrétise le degré de l'impact des facteurs extérieurs et décèle en même temps, les possibilités pour l'économie de marché de s'implanter plus profondément en élargissant sa sphère d'influence au niveau même de la production et non plus au seul niveau de la circulation du bétail décrit précédemment.

Cette nouvelle situation a donc facilité la pénétration des rapports marchands et détient les conditions de l'émergence de transformations sociales induites par des facteurs extérieurs qui peuvent potentiellement accélérer le développement et la consolidation des rapports hiérarchiques et inégalitaires internes quand il s'agit de sociétés fortement stratifiées.

Par ailleurs, cette dernière sécheresse, non pas en tant que facteur causal mais en tant que résultat de l'action conjuguée de facteurs bio-climatiques, politiques et économiques s'inscrivant dans une conjoncture favorable, a conditionné la modification du comportement économique d'une certaine catégorie d'éleveurs, en particulier celle des riches propriétaires de troupeaux. La sécheresse a révélé à certains éleveurs que le stockage du bétail ne constituait plus une garantie indestructible de richesse et, qu'en fait, la meilleure « conservation-reproduction » des richesses passait par l'obtention de valeurs thésaurisables, non périssables, et utilisées à l'achat de bétail destiné à la commercialisation. Cependant, il convient de distinguer deux types de comportement économique.

Le premier concerne celui des pasteurs nomades dont la rationalité économique est secrétée par les structures socio-économiques précapitalistes ou, en d'autres termes, se fonde sur la structure organique de la société considérée. Le comportement de ces producteurs n'est pas déterminé par une finalité spécifiquement économique ni par une logique qui aboutit à maximaliser la production. Dans ce cas, la notion de rentabilité, telle que l'économie de marché la conçoit, n'intervient pas dans la stratégie économique des éleveurs dont l'objectif est d'œuvrer à la satisfaction des besoins biologiques et sociaux.

L'échange, défini ici comme un acte ponctuel, une phase dans le procès de *valorisation* de la production, se matérialisant sous sa forme monétaire, c'est-à-dire un acte scellant un achat et une vente par l'intermédiaire de la monnaie, intervient dans le but de se procurer des valeurs monétaires destinées à payer l'impôt de capitation, les taxes sur le bétail, l'achat de céréales, thé, sucre, vêtements, transistors, etc.

Le second type de comportement économique concerne celui des riches éleveurs, des fonctionnaires issus ou étrangers au milieu nomade, et des commerçants divers qui investissent dans le bétail et dont l'utilisation

stratégique de celui-ci, s'inscrit clairement dans la logique de la loi du marché et du profit. En effet, depuis une quinzaine d'années, certains éleveurs ont mis en œuvre un comportement capitalistique.

Ceux-ci accumulent du bétail pour l'*accumulation orientée vers la commercialisation*. C'est donc au niveau de la production pastorale et de la gestion du troupeau qu'intervient la décision d'orienter partiellement la production vers la production d'un surplus géré par la loi du marché. Cette nouvelle stratégie dans l'utilisation du bétail souligne que celui-ci tend à ne plus être considéré seulement comme un moyen de production et un bien de consommation majeurs mais comme une *marchandise* recelant une valeur *marchande*, monétaire. Pour ces éleveurs, la valeur de ce bétail n'entre pas en contradiction, ni en compétition avec les formes sociales traditionnelles d'utilisation du cheptel dont ils ont pu se dégager.

Une telle stratégie, mue par une nouvelle rationalité économique, porteuse de mouvements migratoires du bétail et des hommes, a entraîné la création et le développement de marchés à bestiaux ainsi que la mise en place spontanée de nouveaux circuits commerciaux, nationaux et transnationaux.

Par ailleurs, le prix de vente subit des fluctuations des prix imposées par la loi de l'offre et de la demande locale, provoquant une mobilité à la fois plus rapide et plus ample, destinée à la recherche d'une opération commerciale bénéfique. Pour concrétiser cette analyse, l'exemple du Gourma malien convient. Certains riches éleveurs ont mis en place, dans le cadre des rapports de dépendance, un système d'émissaires et d'intermédiaires dont la fonction est de détecter le marché où le bétail est acheté le plus cher afin d'acheminer rapidement le troupeau vers ces localités. Un tel comportement économique entraîne des modifications sensibles dans l'utilisation et la gestion de l'espace et contribue *de facto* à déséquilibrer l'organisation pastorale déjà précaire.

Ces mêmes éleveurs ont été les premiers à tirer des leçons de cette sécheresse en déduisant que :

- le stockage du bétail ne constituait plus un moyen de réponse aux aléas climatiques et aux épizooties;
- le bétail est précaire, périssable et que sa destruction entraîne des pertes sèches difficilement remplaçables;
- l'argent ne périt pas et que celui-ci procure un certain pouvoir.

L'orientation de la production pastorale vers un surplus commercialisable suppose l'existence d'une spécialisation au niveau même des techniques de production. Or, cette spécialisation, non achevée, non systématique, et non utilisée pour une finalité spécifiquement économique, existe chez les éleveurs. Ces techniques de production se manifestent notamment dans la *composition* des troupeaux et dans leur répartition spatiale, dans les techniques des cures salées ainsi que dans les techniques de castration.

L'analyse de l'application de ces techniques de production révèle qu'il existe une spécialisation de l'écosystème. Toutefois, ce serait une erreur fondamentale que de vouloir précipiter ce processus de spécialisation dans

l'utilisation des niches écologiques, même si cette accélération peut, potentiellement, déboucher sur une augmentation de la production laitière.

En effet, développer ce processus afin d'intégrer la production laitière dans les circuits de commercialisation reviendrait à créer les conditions d'une compétition plus intensive dans l'accès aux ressources naturelles, favorisant la transformation de la compétition en concurrence impliquant ainsi le développement des rapports de dépendance et, le cas échéant, des rapports de classe là où ils existent en puissance.

Cette transformation de la compétition en concurrence provoquerait simultanément une surcharge inévitable des pâturages sélectionnés (donc une dégradation irréversible), modifierait profondément les formes d'appropriation des ressources naturelles en privilégiant les éleveurs qui sont dans un rapport de force favorable, et, enfin, transformerait les itinéraires utilisés sur les terrains de parcours.

Au plan socio-politique, une telle transformation risquerait, à terme, de placer les éleveurs dans des situations conflictuelles, voire antagonistes.

IV. — LA PÉNÉTRATION DES RAPPORTS MARCHANDS

1) Les nouvelles formes d'exploitation du travail : leurs résultats.

Il ne s'agit pas de décrire le degré de pénétration des rapports marchands dans la production pastorale non marchande. Une telle étude impliquerait l'analyse de données quantitatives fiables que je ne possède pas. Dans ces conditions, je me limiterai à analyser les processus actuellement en œuvre et les effets que peuvent entraîner ceux-ci.

La gestion des troupeaux aux dimensions importantes nécessite l'emploi d'une main-d'œuvre organisée soit sur le mode du salariat, soit intégrée dans la structure « traditionnelle » et, dans ce cas, fonctionnant selon ses valeurs intrinsèques. Le procès de salarisation étant mieux connu, je m'attacherai à décrire comment est utilisée la main-d'œuvre dans une perspective d'exploitation capitaliste s'appuyant sur les normes définies par la société traditionnelle. L'exploitation réside dans l'emploi de bergers non rémunérés dont la valeur de la force de travail se définit par des prestations en nature (bétail, dérivés de la production pastorale, thé, sucre et vêtements) codifiées par un contrat coutumier et correspondant aux besoins naturels et sociaux des bergers. Autrement dit, le propriétaire réalise un surprofit fondé sur une surexploitation extra des bergers. En synthétisant cette description, il apparaît que le comportement économique de l'entrepreneur est orienté vers l'accumulation capitaliste des biens sans qu'il y ait pour autant *un marché du travail*

organisé sur le mode capitaliste et sans pour autant que la valeur de la force de travail soit soumise à l'action de la loi de la valeur.

Cette accumulation capitaliste permet de s'accaparer une plus-value absolue, et, simultanément, une plus-value extra, lesquelles engendrent un processus de formation d'une classe sociale fonctionnant sur les mêmes valeurs que celles issues du capitalisme.

Plus-value absolue car généralement le berger doit également s'occuper de son propre troupeau. Compte tenu des conditions écologiques et des techniques de gardiennage, le berger ne peut prendre en charge qu'un certain nombre de têtes de bétail, l'obligeant ainsi à faire appel à une main-d'œuvre choisie dans sa parenté afin de le dégager d'une prolongation dans la durée de ses travaux de gardiennage. Mais en fait, ceci correspond bien dans sa nature, à une augmentation de la durée de travail. Celle-ci est déviée et masquée par l'utilisation et l'intensification des rapports de parenté. Il y a par ailleurs un accroissement dans l'intensité des travaux de gardiennage car les niches écologiques sont de plus en plus espacées depuis la sécheresse, ce qui oblige à une dépense plus grande d'énergie, notamment par la durée de marche et par la nécessité de creuser de nouveaux puisards ou tout simplement de les creuser davantage.

Plus-value extra, car la valeur individuelle de la marchandise-bétail devient inférieure à sa valeur sociale. En effet, l'absence de rapports salariaux entre le propriétaire et son (ou ses) berger(s) permet d'obtenir un coût de production du bétail nettement inférieur au coût de production moyen qui est en fait celui des éleveurs traditionnels ou bien celui des éleveurs qui utilisaient une main-d'œuvre salariée. Dans ce cas, intervient déjà une *spécialisation* au niveau de la production (c'est-à-dire bétail entretenu en vue de sa commercialisation) qui facilite l'essor de la « productivité pastorale ». Cette spécialisation ponctuelle, c'est-à-dire non généralisée, constitue déjà un bouleversement, une pratique pionnière qui consiste à élargir considérablement le temps de travail supplémentaire, c'est-à-dire le temps non compensé par une prestation quelconque procurant un profit énorme pour le propriétaire, alors que le temps de travail nécessaire se réduit à des prestations en nature au coût peu élevé. Or, c'est ce temps de travail nécessaire qui détermine la valeur individuelle de la marchandise-bétail. Celle-ci est vendue par la suite sur les marchés locaux ou exportée vers les pays sahélo-soudanais ou bien les pays côtiers, à un prix qui ne correspond en aucun cas à sa valeur individuelle mais à sa valeur sociale.

Cette utilisation des rapports de travail traditionnel permet la réalisation d'un taux de plus-value énorme car il y a un écart considérable entre le coût de la force de travail et ce qu'elle produit. Par ailleurs, la plus-value extra stipule l'intervention de techniques de production nouvelles. A titre d'exemple caractéristique, il suffit de signaler que ces éleveurs sont tout à fait prédisposés à substituer la cure salée à la pierre à lécher, celle-ci augmentant la productivité, réduisant les aires de transhumance et facilitant la concentration du capital bétail. Par ailleurs, depuis la sécheresse, les techniques de gardiennage, sous l'effet de la recrudescence des prédateurs, notamment des félins, s'intensifient au point où, depuis 1974, les troupeaux de gros bétail ne

sont plus laissés sans surveillance. Ce contrôle permet une augmentation de la productivité animale, notamment avec la possibilité d'accumuler du lait, lequel se perdait autrefois; ce contrôle permet également une élévation de l'intensité de travail qui risque de déboucher à terme sur une nouvelle division au sein du procès de travail. Cette stratégie ne peut qu'engendrer le développement des inégalités sociales favorisant l'accumulation capitaliste, mais également la *concentration* du capital.

On constate donc une coexistence de plusieurs rationalités économiques contradictoires, voire antagonistes, au sein d'une même formation socio-économique. Cette coexistence permet la reproduction des rapports de production antérieurs, tout du moins dans la phase actuelle; ces derniers s'insèrent et sont utilisés dans les nouveaux rapports de production qui se mettent en place et s'exercent dans des rapports d'exploitation qui correspondent et s'identifient, dans ce cas, à des rapports de classe.

En résumé, cette stratégie capitaliste fondée sur un processus d'accumulation et de concentration du bétail, n'a pas encore débouché sur un marché du travail organisé selon le mode capitaliste. Elle n'a pas non plus transformé la valeur de la force de travail en marchandise se limitant, dans l'immédiat, à maintenir la valeur d'usage de la force de travail. Ce sont peut-être ces conditions particulières qui favorisent l'appropriation d'une plus-value extra caractérisant une formation socio-économique en transition.

Pour conclure ces trois paragraphes, il faut souligner que l'intégration des grands troupeaux dans l'économie de marché par l'intermédiaire de l'impôt et par le passage du capital-argent au capital productif, était insuffisant. Ce n'est pas l'impôt, moyen nécessaire mais insuffisant, qui va avoir raison du système traditionnel de dons, de prêts et de redistribution, mais les pressions du système monétaire qui a créé les conditions de la transformation d'une rationalité économique, par la transformation d'un moyen de production (ici le bétail) en marchandise permettant la réalisation de l'accumulation capitaliste locale.

2) La logique de la « spécialisation » : ses conséquences.

Les organismes spécialisés dans le développement du Tiers-Monde déploient une conception fondée sur une spécialisation de la production pastorale en s'efforçant de généraliser cette spécialisation à l'ensemble de l'écosystème (végétal, animal, homme). Cette volonté de spécialisation trouve sa justification dans une « gestion rationnelle » fondée sur la logique économique capitaliste des terrains de parcours et dans l'utilisation du troupeau comportant ainsi une réorganisation structurelle de la production pastorale.

Au niveau des terrains de parcours, il s'agit de déterminer des zones écologiques dont la composition végétale serait adaptée à la spécialisation de

la production conçue comme une stratification verticale définissant un projet transnational. Cette stratification se base sur un découpage zonal élaboré sur des critères agrostologiques et climatiques révélant clairement que le choix de ces critères stipule l'antériorité des déterminismes écologiques. Outre qu'une telle démarche a montré son incapacité à résoudre les problèmes et à proposer des solutions, elle repose par ailleurs sur des apriorismes du début du siècle.

Quoi qu'il en soit, à la zone sahélienne, c'est-à-dire la zone comprise entre les isohyètes 100 et 400 mm incluant donc le sahel subdésertique (isohyète 100 à 200 mm) et le sahel type (de 200 à 400 mm), correspondrait une *zone naisseuse* dans laquelle les nomades seraient des producteurs de bétail.

A la zone sahélo-soudanienne (isohyète de 400 à 600 mm) et soudanienne (600 à 1 500 mm), correspondrait une *zone d'embouche-paysanne et de finition* avec instauration de ranchs (donc modification dans l'appropriation des pâturages, privatisation et spécialisation des niches écologiques avec salarisation et dans ce cas prolétarianisation des bergers transformés en ouvriers). Les possibilités agrostologiques de la zone soudano-guinéenne étant sensiblement identiques, elle pourrait alors être utilisée dans le même but.

Quant à la zone périforestière (isohyète 1 300 à 1 000 mm) et forestière, c'est-à-dire essentiellement les pays côtiers (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Ghana, Togo, Nigéria, autant de pays dépourvus d'éleveurs), elle serait destinée à la *consommation* du bétail produit et élevé dans les deux zones précédentes.

Cette logique de la spécialisation dans la production pastorale par l'intermédiaire d'une stratification verticale, risque fort de transformer le Sahel en pays fournisseur de viande au profit de pays, notamment les pays côtiers déficitaires, dont la production est orientée vers des monocultures d'exportation. Or, dans le cas où les pays du Sahel *stricto-sensu* n'auraient pas les capacités de réponse à cette demande, ou n'aurait pas les moyens politiques et/ou économiques de s'opposer à de telles pressions extérieures, ces pays risquent fort d'être rejetés à la périphérie sous prétexte qu'ils ne pourraient pas, ou n'auraient pas la volonté politique de s'insérer dans une économie de marché. Par ailleurs, cette stratégie de la stratification réduit les nations sahéliennes, c'est-à-dire les nations les plus pauvres (Mali, Niger, Haute-Volta, pour ne parler que de l'Afrique de l'Ouest) en zones productrices au coût de production très faible, tandis que les zones de consommation, c'est-à-dire les pays côtiers, favorisent l'accumulation et la concentration du capital. L'objectif est très clair : il s'agit de développer l'accumulation capitaliste, là où les conditions y sont les plus favorables afin de faciliter la reproduction élargie du capital. A un pôle : production, à l'autre concentration et circulation intensive du capital développant ainsi le rayonnement des pays les plus engagés dans l'économie de marché, notamment le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Nigéria, créant également les conditions d'un marché du travail organisé sur le mode capitaliste en élargissant les procès et réseaux migratoires intra-africains.

Il est bien évident qu'une telle conception fondée sur les impératifs de la production capitaliste, désagrège un équilibre déjà précaire, qui existe cependant avec plus ou moins de heurts dans la production pastorale traditionnelle, équilibre précaire entre les objectifs de consommation et les possibilités de production. La mise en place d'une stratification verticale, doublée d'un élargissement de la commercialisation non contrôlée par les producteurs directs, jette les bases d'une production pastorale « industrielle » au détriment d'une production pastorale vivrière.

Une telle opération risque de reproduire les mêmes erreurs que dans l'agriculture où l'économie coloniale a développé les cultures industrielles d'exportation, au détriment des cultures vivrières dont l'absence a été particulièrement dramatique lors de la récente sécheresse. Il faut souligner que le développement des cultures industrielles n'a pas entraîné une amélioration des conditions de vie des producteurs directs, mais au contraire une paupérisation qui se généralise. En effet, les retombées de l'expansion des cultures industrielles sous forme de masse monétaire, se sont avérées tout à fait insuffisantes et n'ont fait qu'aggraver les conditions de vie des agriculteurs. De surcroît, l'implantation de cultures industrielles a augmenté les temps de travaux agricoles.

3) Projets de développement, inégalités sociales et Etats.

Une des conséquences de ce développement a été le renforcement des inégalités sociales et l'émergence des classes sociales issues des Etats en place. En effet, ces Etats sont utilisés comme instrument de la réalisation de l'accumulation capitaliste et comme lieu de la formation d'une bourgeoisie qui se « nationalise ».

Il est évident qu'un projet transnational de stratification verticale dans la production pastorale, ne peut se réaliser qu'avec le soutien direct de ces Etats. L'influence des hommes d'affaires nationaux et/ou étrangers sur l'Etat, repose sur la même essence que le pouvoir des gouverneurs de territoire. Les appareils d'Etat deviennent le creuset de la formation (ou de l'accélération) des classes sociales.

Ce qui distingue, entre autre, le système de l'économie coloniale de l'économie de marché actuelle, réside dans le fait que le système de la colonisation ne pénètre l'économie, et ne domine le pays, que par le commerce de traite des grandes sociétés appuyées sur une administration fortement centralisée et hiérarchisée.

Actuellement, l'intervention des entreprises privées nationales, particulièrement actives dans le commerce et le transport, détiennent les capacités d'orienter l'économie au niveau essentiel du secteur productif et non plus seulement au niveau du secteur commercial.

Quant à la centralisation et à la hiérarchisation de l'administration, elle semble détenir une fonction semblable à celle de la colonisation, mais adaptée aux conjonctures politiques actuelles. C'est ainsi que l'on assiste à des oscillations permanentes de l'administration à propos des mesures à prendre à l'égard des riches commerçants qui pratiquent la contrebande. Tantôt les sanctions pleuvent, tantôt c'est le laisser-faire, et ceci au gré des fluctuations politiques.

Cette pratique permet néanmoins de favoriser la base de classe de l'Etat, dans la mesure où celui-ci facilite l'émergence d'une bourgeoisie commerçante. C'est ainsi que les riches commerçants de bétail, notamment les Dioulla et les Marka, pratiquent couramment la contrebande des biens de consommation importés, et organisent des abattages et exportations clandestines des bêtes sur pied.

Les bénéfices substantiels réalisés, sont par la suite investis à l'étranger. Ces investissements d'origines clandestines sont estimés, pour le seul Mali, à environ 15 millions de nos francs. Cette tolérance, voire cet encouragement informel du développement du commerce traditionnel clandestin, non intégré au secteur planifié, permet de créer une sorte de « bourgeoisie du bétail », support politique de l'Etat, dont les intérêts objectifs sont sensiblement identiques à ceux de la bourgeoisie issue des appareils d'Etat.

Pour en revenir à la production pastorale et au projet transnational de stratification, on peut d'ores et déjà prévoir qu'à cette phase de la pénétration des rapports marchands privilégiant la production pastorale industrielle, succèdera un développement de la production vivrière car les conditions économiques et politiques auront été créées pour transformer cette production vivrière en marchandise. Ce processus s'inscrit dans la logique de la stratification, spécialisation, commercialisation, qui transforme le bétail, moyen de production, en marchandise. Les interventions de développement doivent être évaluées en fonction des bénéfices écologiques, sociaux et politiques, et non en fonction de simples accroissements marchands de productivité. Justifier le coût d'un projet sur la base d'une augmentation maximale du cheptel pour en tirer des bénéfices et des produits est une trop grande simplification, alors que les facteurs décisifs sont la main-d'œuvre, la capacité des parcours et un approvisionnement alimentaire continu pour assurer la survie.

Mais, cette logique économique ne peut se mettre en place et se généraliser qu'en transformant la structure foncière, c'est-à-dire en engageant un processus de privatisation des niches écologiques, et, par conséquent, en modifiant les conditions d'accès aux ressources naturelles ainsi que les modalités *sociales* du contrôle sur le producteur primaire (le tapis végétal).

4) Formes de propriété et « territoire » pastoral

Contrairement à une opinion couramment admise consistant à affirmer que le « range management » des sociétés nomades, relève d'une gestion anarchique, il existe une gestion rationnelle des pâturages.

Au-delà des aspects techniques et économiques qui contribuent à définir l'inscription territoriale des éleveurs, la question est de détecter les conditions sociales qui conduisent à mettre en place l'inscription et la gestion de l'espace par ces sociétés : quels en sont les principes structurants spécifiques et quelle est l'influence des rapports sociaux sur la structuration territoriale ?

Il ne s'agit pas ici de répondre précisément à ces interrogations mais de se livrer à un certain nombre de constatations et d'analyses des invariants qui caractérisent les sociétés nomades.

Dans toutes les sociétés de pasteurs nomades (à l'exclusion des « ranchs ») le support matériel de l'homme à la nature se fonde sur une appropriation collective ou communautaire des conditions des ressources naturelles utilisées, exploitées sur des bases *privatives*. Cette constatation suscite des interprétations totalement opposées.

L'invariant décrit précédemment conduit à énoncer qu'il y a une contradiction flagrante entre le fait que les conditions naturelles de la production pastorale soient appropriées *collectivement* par le bétail, moyen de production majeur, lequel est *propriété privée*, à l'exception des troupeaux indivis, inaliénables par définition et géré selon les préceptes ou dogmes religieux *lato sensu*.

Cette contradiction, spécifique aux sociétés nomades, a souvent été mise en avant pour justifier les dégradations du tapis végétal, la gestion anarchique des pâturages et, par une relation de cause à effet, a conduit certains experts à proposer des modifications structurelles dans les formes de propriété.

J'ai essayé de montrer dans une autre étude s'appuyant sur le cas concret des Twareg du Gourma malien considérés comme « anarchiques », qu'il existait une gestion *rationnelle* de l'espace, inscrite sur une appropriation collective des ressources naturelles.

Cependant, cette rationalité qui perdure, a été perturbée (sans être pour autant remise en cause organiquement) par l'intervention active de facteurs extérieurs de toute nature : pression économique, pénétration des rapports marchands, politiques hydrauliques, développement de la compétition, redécoupages administratifs, sécheresse, etc. L'ensemble de ces interventions espacées dans le temps et dans l'espace, a considérablement agi sur les contradictions internes à ces sociétés, en les accentuant.

Il s'ensuit que ce ne sont pas les formes de propriété des ressources naturelles (l'appropriation collective des pâturages) qui sont à l'origine des déséquilibres écologiques mais les pressions extérieures qui les ont provoqués, ou accélérés, selon la nature des rapports sociaux qui préexistent à l'impact de ces interventions. Celles-ci ont perturbé un équilibre déjà précaire mais structurellement intégré dans les conditions de gestion de l'espace pastoral.

La non-adéquation entre l'appropriation privative, voire la propriété privée, des moyens de production et de consommation (le bétail) et l'appropriation collective des conditions naturelles de la production, dilue ou régule partiellement la contradiction implicitement contenue dans cette non-adéquation.

Cette dissolution partielle qui se matérialise dans le rapport troupeau privé/ressources collectives, est néanmoins empêchée d'être menée à son terme par la nature des rapports sociaux de production quand celle-ci est fondée sur une utilisation hiérarchique de l'espace.

Par exemple, le Gourma malien était divisé, et actuellement à un degré moindre, en zones d'influences politiques assorties de « mouvances guerrières ». Cette « dissolution-affirmation » de la contradiction caractérise une oscillation permanente du mode de réalisation de cette contradiction qui évolue au sein de processus tendanciels qui agissent tantôt dans le sens de l'égalité et tantôt vers l'inégalité.

Elle renvoie directement à la nature du rapport qui se noue entre l'organisation socio-politique et l'appropriation des conditions naturelles de la production. En outre, elle pose le problème de la définition de la nature des contradictions qui agissent dans ces sociétés.

Une conception de développement qui viserait à mettre en place un processus d'adéquation entre l'appropriation privative du troupeau et l'appropriation collective des ressources naturelles en métamorphosant celles-ci en appropriation privée, ne ferait qu'exacerber la contradiction en la transformant en antagonisme. Une modification dans les formes de propriété entraînerait inévitablement des situations conflictuelles et, par ailleurs, un appauvrissement de la plus grande partie des éleveurs au profit des plus riches, établissant ainsi les bases d'une structure de classe.

La privatisation des niches écologiques se manifeste par la mise en place de ranchs, lesquels entrent directement en contradiction et en compétition avec le système de production traditionnel.

En contradiction, car ils se fondent sur une autre rationalité économique, celle de la loi du marché et du profit ; en compétition notamment au niveau du tapis végétal, en s'appropriant d'une manière privative des dizaines d'hectares de pâturages. Ce processus rejette les éleveurs à la périphérie des pâturages les meilleurs et les « fixe » sur les zones écologiques les moins bonnes.

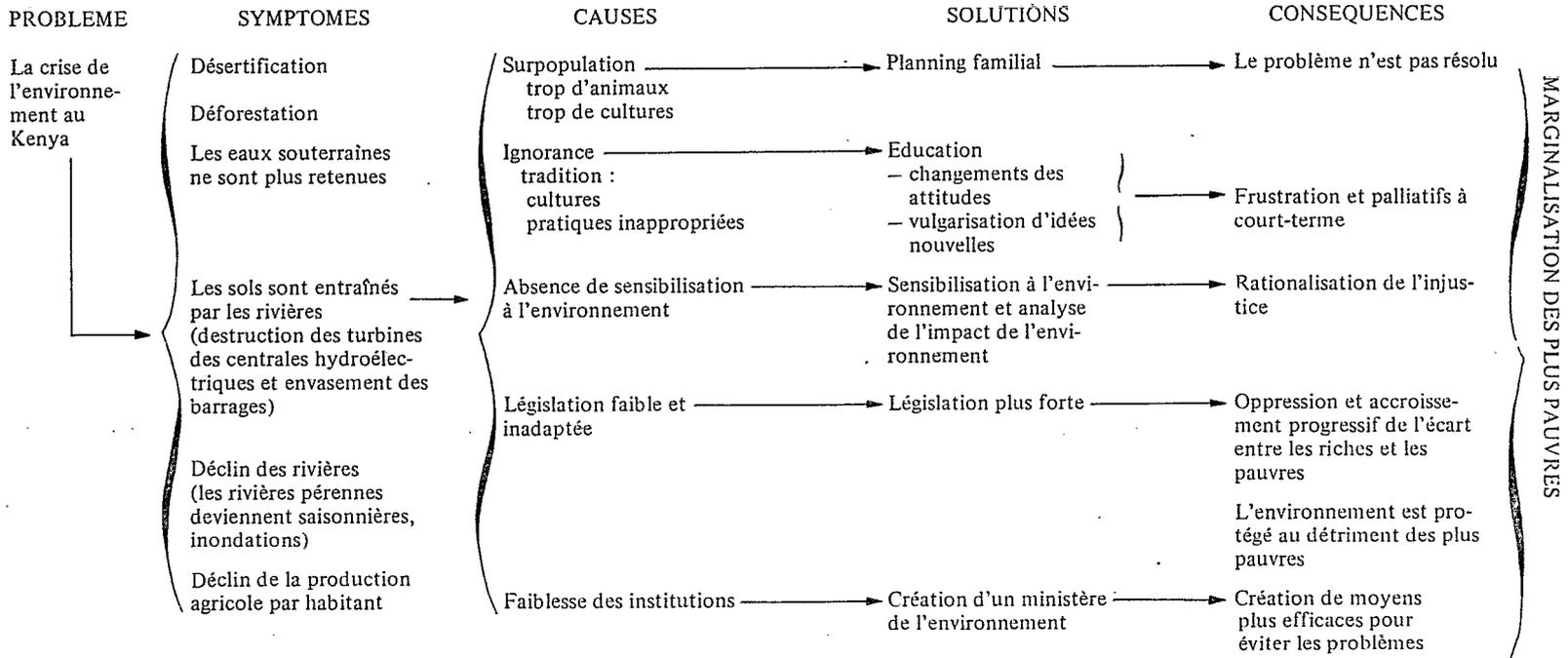
Par ailleurs, ces ranchs constituent le siège de l'innovation des techniques de production nouvelles. Il apparaît que ces implantations assurées par l'intermédiaire de l'Etat (celui-ci accorde des prêts substantiels soulignant l'intervention de l'Etat dans la production pastorale par des investissements prélevés sur les fonds publics) diminuent les capacités de reproduction des systèmes socio-économiques. Ce processus est porteur du démantèlement des pâturages et des troupeaux qui, dans la phase actuelle, n'a toutefois pas débouché sur une non reproduction des systèmes dits « traditionnels ».

V. — CONCLUSION

Eu égard aux analyses précédentes et afin de présenter une démarche synthétique différente dans l'analyse des faits sociaux et économiques des sociétés pastorales, l'étude entreprise par Randall Baker au Kenya permet de synthétiser les causes et les conséquences des problèmes en entrevoyant des éléments de solution.

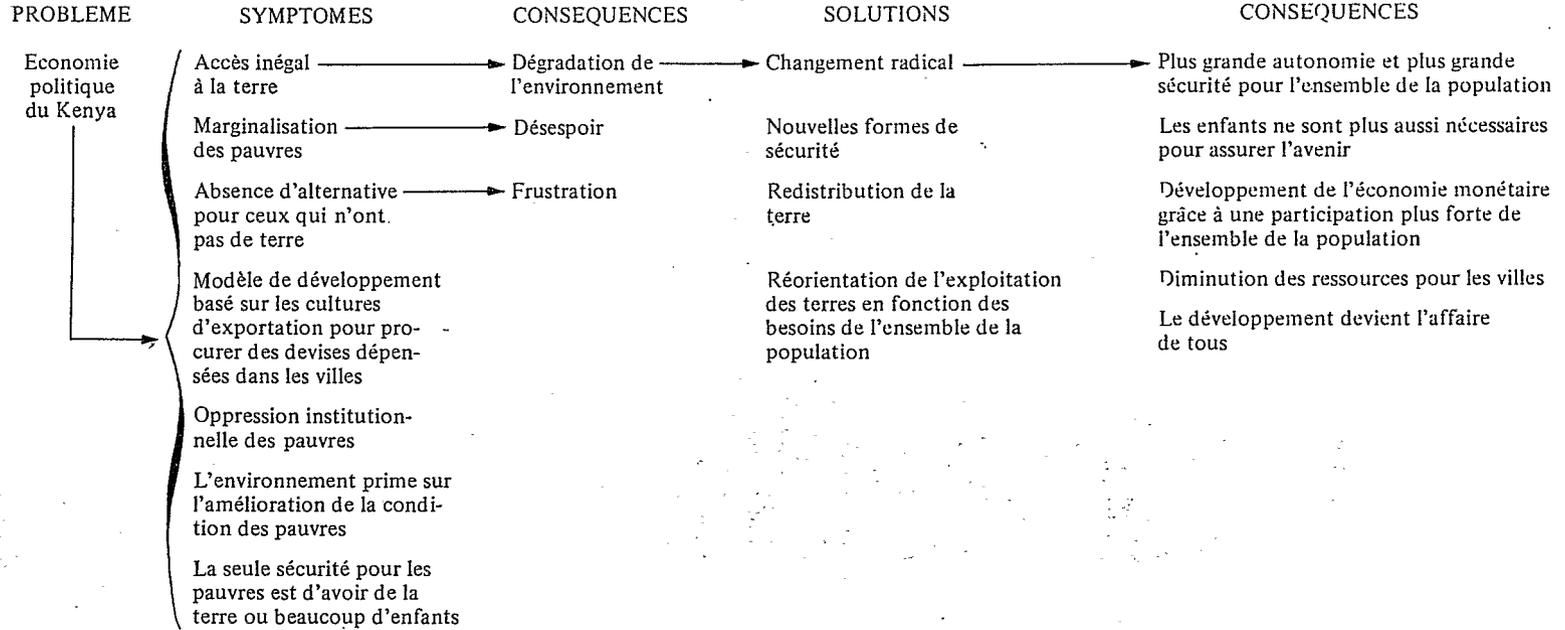
Compte tenu que la problématique et la conception du développement contenues dans les tableaux qui vont suivre, ne se réduisent pas au seul Kenya, il semble pertinent de reproduire *in extenso* ces deux tableaux, aboutissement des analyses de Randall Baker. J'ajoute que ceux-ci ont été distribués à une conférence qu'il a faite à l'Université d'Aix-en-Provence, le 13 avril 1981, dans le cadre d'un programme intitulé « marges désertiques ».

LA PERCEPTION TECHNOCRATIQUE :
LA SOIT-DISANT « PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT »



MARGINALISATION DES PLUS PAUVRES

UNE AUTRE PERCEPTION



ANONYMES ET RAPPORTS COLLECTIFS

- Equipe Ecologie et Anthropologie des Sociétés pastorales : *Bulletin Production Pastorale et Société (Supplément MSH — Information)* (6), Printemps 1980, « Débat sur le territoire ».
- Equipe Ecologie et Anthropologie des Sociétés pastorales : *Production Pastorale et Société*, Cambridge UP. : Editions de la Maison des Sciences de l'Homme 1979-492 p.
- « Les Ecosystèmes pâturés tropicaux ». — *Nature et Ressources*, UNESCO, XV, (3), 1979, 2-9.
- *Tropical grazing land ecosystem (A state of knowledge report)*: prepared by UNESCO/UNEP/FAO. Natural Resources Research, XVI, 1979, chap. 8, part I. « Human occupation pastoral economies and societies », P. Bonte, A. Bourgeot, J.P. Digard, Cl. Lefébure. — Maison des Sciences de l'Homme, 54, boul. Raspail, 75270 Paris Cedex 06.
- « Projets de développement pastoral », *CIPEA Bulletin*, (9), Sept 1980; « Tendances économiques », *CIPEA Bulletin*, (10), déc. 1980.
- FAO, « 1976 FAO Production Yearbook », vol. 30, (7), 1977, Rome, FAO.
- « Development of arid and semi-arid lands : obstacles and prospects. International co-ordinating council of the program on man and the biosphère ». — *MAB, Technical Notes* (6), 1977.
- Comité d'Information Sahel. — *Qui se nourrit de la famine en Afrique ?*. — Paris, Maspéro, 1975, 197 p.
- « Rapport provisoire sur l'étude de faisabilité sur la gestion du bétail et des terrains de parcours pour combattre la désertification dans les régions soudano-sahéliennes ». — *SOLAR-UNEP, Stratification of Livestock in Arid Regions*, 1976, 72 p. 21 annexes.
- « The workshop on pastoralism and african livestock development ». — *AID Program Evaluation Report*, June 1980, 80 p.

BIBLIOGRAPHIE

- ARIFI (el), (S.A.). — "Pastoral nomadism in the Sudan". — *E. Afr. Geogr. Rev.* (Kampala) (13), 1975, 89-103, cartes.
- ASAD (T.). — "Equality in nomadic social systems" ? (Notes towards the dissolution of an anthropological category). — *Critique of Anthropology*, London, 3, (II), 1978, 57-65.
- AUBIN (F.). — « Anthropologie du nomadisme ». — *Cahiers Internationaux de Sociologie*, (56), vol. LXI, 1974, 79-90.
- AWOGBADE (M.O.). — *Ecology, cattlerearing and form of organization among the Folari Pastora Pists of BIP State. Mgera*. — PhD Thesis. Univ. Toronto, Ontario, 37778.
- BAKER (Randall). — "Land degradation in Kenya : Economic or social crisis" ? — *Development Studies Discussion Paper*, (82), April 1981, University of East Anglia, G.B.
- BARFIELD (T.J.). — *The central Asian Arabs : Pastoral nomadism in transition*. — PhD Thesis Harvard univ. Cambridge, Mass., 376 p.
- BARRAL (H.). — *Etude socio-géographique pour un programme d'aménagement pastoral dans le Nord-Ouest de l'Oudalan*. — Ouagadougou, ORSTOM.
- BARRAL (H.). — *Les populations nomades de l'Oudalan et leur espace pastoral*. — Paris. Trav. et Doc. de l'ORSTOM, n° 77, 1977, 119 p., cartes H.T.
- BATAILLON (C.). — « Résistance ou décadence du nomadisme ». — *UNESCO 1963*, 143-151 : *Recherches sur la zone aride*.
- BATAILLON (C.). — « Modernisation du nomadisme pastoral ». — *UNESCO 1963*, 165-177 : *Recherches sur la zone aride*.
- BATAILLON (C.) et VERLAQUE (Ch.). — « Nomadisme et économie moderne ». — *UNESCO 1963*, 153-164 : *Recherches sur la zone aride*.
- BEAUVILAIN (A.). — *Les Peul du Dallol Bosso, étude géographique*. — Rouen, Uni., Thèse de 3^e cycle.
- BEN NAOUM (A.). — « Les obstacles au développement de l'élevage pastoral ». — *AARDES*, multi., 1974, 34 p.
- BENOIT (M.). — *Le chemin des Peul du BooBola*. — Paris : Trav. et Doc. de l'ORSTOM, n° 101, 1977, 207 p.
- BENOIT (M.). — *Introduction à la géographie des aires pastorales soudaniennes de Haute-Volta*. — Paris, Trav. et Doc. de l'ORSTOM, n° 69, 1977, 93 p.
- BERNTSEN (J.L.). — "The Maasai and their neighbors. Variables of interaction". — *African Economic History*, 2, 1-II.
- BERNUS (Edmond). — « Les Twareg du Sahel nigérien ». — *Cahiers d'Outre-Mer*, t. 19, 5-34, Bordeaux.
- BERNUS (Edmond). — « Possibilités et limites de la politique d'hydraulique pastorale dans le Sahel nigérien ». — *Cahiers ORSTOM, Série Sc. Humaines*, XI, 2, 1974, 119-126.

- BONTE (P.). — « Formes de la communauté dans les sociétés d'éleveurs nomades ». — *Seminar on evolution of social systems*, London, May 1974, 35 p., ronéo.
- BONTE (P.). — "Cattle for God", *Social compass*, XXII, (3-4), 1975, 381-396.
- BONTE (P.). — *L'élevage et le commerce du bétail dans l'Ader Doutchi-Majya*. — Etudes nigériennes, n° 23, 166 p.
- BOUAINE (Moncef), DUMONT (Jacques-J.). — « Vers une approche intégrée du développement des parcours en zones arides », *Réflexions à partir d'un cas dans le Sud tunisien*. — *Options méditerranéennes* n° 28, p. 74.
- BOUDET (G.). — « Projet de développement de l'élevage dans la région de Mopti (République du Mali) ». — *Etude agrostologique*, Paris : IMEVT 1972. 309 p., 1 carte HT.
- BOUDET (G.). — *Manuel sur les pâturages tropicaux et les cultures fourragères*. — IEMVT, ministère de la Coopération, 1975, 254 p.
- BOUDET (G.). — « Etude de l'évolution d'un système d'exploitation sahélien au Mali ». — Comité LAT, DGRST, juin 1978-février 1979.
- BOUKHOBZA (M'Hamed). — « Les conditions d'un développement de la production pastorale en milieu steppique ». — *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, XIV, (1), mars 1977 : 111-133.
- BOURGEOT (A.). — « Pastoralisme nomade en zone sahélienne : la pénétration des rapports marchands ». — A paraître 1981 : Actes du Colloque 10th ICAES; Session on « Nomadism », New-Dehli, 10-22 déc. 1978, *Journal of Asian and African Studies*.
- BOURGEOT. — « L'espace pastoral du Gourma malien : l'occupation humaine et animale ». — À paraître, 1981.
- BOURGEOT (A.). — « Etude de l'évolution d'un système d'exploitation sahélien au Mali », Rapport complémentaire de socio-économie. — DGRST, Comité LAT, avril 1980, 35 p.
- BOURGEOT (A.). — *Relance des coopératives et réhabilitation des pasteurs nomades en 6^e région. Cercle de Kidal (République du Mali)*. — 1975, 99 p. 10 annexes, 2 cartes H.T., Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie comparative. Université de Paris X-Nanterre. Consultant IRAM, ONG.
- BOUTRAIS (J.). — *Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide (Cameroun)*, Travaux et Documents de l'ORSTOM, Paris, 1978, fig., cartes, photos H.T.
- BOUTRAIS (J.). — « Les conditions naturelles de l'élevage sur le plateau de l'Adamawa (Cameroun) ». — *Cahiers ORSTOM, Série Sc. Humaines* XI, 2, 1974, 145-198.
- BROWN (Leslie H.). — « The biology of pastoral manas a factor in conservation », in *Biological Conservation*, Vol. 3, n° 2, 197.
- BURTON (John W.). — « Ghost marriage and the cattle trade among the Atuot of the Southern Sudan ». — *London, Africa*, 48 (4), 1978, 398-405.
- CARR (C.J.). — *Pastoralism in crisis. The Dasanetch and their Ethiopian lands*. — Chicago, University of Chicago, Dept Geogr. 1977, 319 p. XX, bibl., ill. tables, maps.
- CHATTY (D.). — "From camel to truck : a study of pastoral adaptation". — *FOLK, Dansk Ethnogr.*, vol. 18, 1976, 113-128.
- CLANET (J.C.). — *Les éleveurs de l'Ouest tchadien, la mobilité des éleveurs du Kanem et leurs réponses à la crue climatique de 1969-1973*, Rouen, Uni., Thèse 3^e cycle, 1975, 277 p.
- CLARKE (Thurston). — *The last caravan*, G.P. Putnan's Sons, New York 1978, 286 p.

- COPANS (Jean). (Ed). — *Sécheresses et famines du Sahel* (I et II). — Maspéro, Dossiers Africains, 1975, I : 155 p., II : 143 p., Bibliogr.
- COULOMB (J.). — *Projet de développement de l'élevage dans la région de Mopti (République du Mali)*. — *Etude de troupeau*, Paris, IMEVT, 1972, 184 p.
- CREEK (M.J.). — "The Kenya Feedlot Projet". — *World Animal Review*, n° 3, 1972, Rome FAO.
- DAHL (G.) et HJORT (A.). — *Having Herds. Pastoral herd growth and household economy*. — Univ. of Stockholm, 1976, 335 p.
- DARLING (F.) et FARVAR (M.A.). — « Ecological consequence of sedentarization of nomads ». — In Farva, t., & Milton, J.P. (Ed.) : *The careless technology : Ecology and international development*, N.Y. Natural History Press, 1972.
- DESROTOUT J. et MARTIN (P.). — « Organisation de l'élevage nomade en République Centre africaine ». — *Colloque OCAM, Elevage, Fort Lamy 8-13. dec. 1969*.
- DIGARD (J.P.). — « Histoire et anthropologie des sociétés nomades. Le cas d'une tribu d'Iran ». — *Annales*, 6, 1973, 1423-1435.
- DOSTAL (W.). — « The evolution of Beduin life ». — in *L'Antica Societa Beduina*, studi raccolti da Franciso Gabrieli, Roma, 1959, 11-34.
- DUPIRE (Marguerite). — *Organisation sociale des Peul*. — Paris, Plon, 624 p., Index, Bibliographie.
- DUPIRE (Marguerite). — *Les facteurs humains de l'économie pastorale*. — *Etudes Nigériennes* n° 6, CNRS — Niamey 1972, 93 p., Index, Bibliographie. Nouvelle Edition.
- ELAM (Y.). — *The social and sexual roles of Hima women. A study of nomadic cattle breeders in Nyabushozi country, Ankole, Uganda*. — Manchester, Manchester University Press, 1973, XVI + 244 p., bibl., index, fig., tabl., pl., 1 carte.
- FRANKE (W. Richard) et CHASIN (Barbara H.). — *Peanuts peasants, profits and pastoralists: The social and economic background to ecological deterioration in Niger and its implication for current development programs*. — Presented at the annual meeting of the Society for the applied anthropology, Philadelphia, mars 1975, 15-17.
- FRANTZ (Charles). — *Research report n° 30. Pastoral societies, stratifications, and national integration in Africa*. — Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala.
- FRANTZ (Charles). — *Ecology and social organization among Nigerian Fulbe (Fulani)*. — in Weissleder; Wolfgurg (Ed.), *The nomadic alternative*, The Hague, Mouton & Co, 1978.
- GALATY (John G.). — *The Maasai group ranch. Politics and development in an African pastoral society*. — Symposium on change and development in nomadic societies. The Xth international congress of anthropological and ethnological sciences, Delhi, 14th of dec. 1978.
- GALLAIS (Jean). — « Les sociétés pastorales Ouest-africaines face au développement ». — *Cahiers d'Etudes Africaines*, 47, XII, 3, 1973, 353-368.
- GALLAIS (Jean). — « La situation de l'élevage bovin et le problème des éleveurs en Afrique occidentale et centrale ». — *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 126, avril-juin 1972.
- GALLOY (P.). — « Nomadisme et fixation dans la région des lacs du Moyen Niger ». — in *Nomades et Paysans d'Afrique Noire Occidentale*, 1963, n° 23, 9-34, 3 cartes H.T.

- GOLDSCHMIDT (Walter). — « The failure of pastoral economic development programs in Africa ». — Communication présentée au colloque international « The future of pastoral peoples : research priorities for the 1980s », Nairobi, août 1980. (Cité avec l'autorisation de l'auteur).
- FOFANA (Ba Sayon). — *L'élevage bovin dans la boucle du Niger* (République du Mali). — Thèse de 3^e cycle géo-éco, mars 1974. Université de Rouen, Fac. de lettres et Sciences humaines, 129 p.
- GHAFFAR (Ahmed Abdel). — *Some aspects of pastoral nomadism in the Sudan*. — Sudan national population committee and the economic and social research council, 1976, 219 p., Khartoum University Press.
- HAZEL (R.). — « Les formes traditionnelles du pastoralisme en Afrique orientale. Pratiques économiques et normes idéologiques ». — Québec, *Anthropologie et Sociétés*, 3, (2), 1979, 23-54.
- HEDLUND (G.B.). — « The impact of group ranches on a pastoral society ». — *Institute for development studies*, Staff paper 100, juin 1971; University of Nairobi.
- HENIN (R.A.). — « Nomadic and settled populations of the Sudan ». — *Africa*, 39, 238-59.
- HERVOUET (J.P.). — *Types d'adaptation sahélienne, l'exemple des éleveurs de la Mauritanie centrale méridionale*. — Rouen, Université, Thèse 3^e cycle, 1975, 307 p.
- HICKEY (J.V.). — *Bokkos Fulani pastoralism : human and herd regulation in a complex ecological setting*. — Phd Thesis, Albuquerque : Univ. New Mexico, 1975.
- HOROWITZ (Michael). — « The sociology of pastoralism and African livestock projects ». — AID Program Evaluation Discussion Paper, n° 6, mai 1979, 101 p.
- IRONS (W.), DYSON-HUDSON (N.). — *Perspectives on nomadism*. — Leiden, Brill, 1972, 136 p.
- JACOBS (A.H.). — « African pastoralists : some general remarks ». — *Anthropological Quarterly*, 38, 144-154.
- JAHNKE (H.E.) et RUTHENBERG (H.). — « Organisational aspects of livestock development in the dry areas of Africa », in Hunter, G. and... (Eds). — *Policy and practice in rural development*, London, 1976, 121-131.
- JOHNSON (Douglas, L.). — *The nature of nomadism, A comparative study of pastoral migration in Southwestern Asia and Northern Africa*. — Library of Congress Catalog Card number 69-18022, Research papers, Chicago.
- KONATE, MAHAMOUD, (H.A.). — « Problèmes du nomadisme au Mali ». — *Bulletin Epizoot. Dis. Afr.*, 17 (1), 1969, 107-119.
- LAMPREY (Hugh). — « Le projet intégré sur les terres arides (IPAL) ». — *Nature et ressources*, vol. XIV, n° 4, oct-nov. 1978, UNESCO, Paris.
- LEES (Susan H.) et BATES (Daniel G.). — « The origins of specialised nomadic pastoralism : a systemic model ». — *American Antiquity*, 30 (2), part 1, 1974, 187-193.
- LEGESSE (A.). — *Gada. Three approaches to the study of African society*. — Nex-York, The Free Press, London, Lollier — Macmillan, 1973, XII + 340 p., append. ref. bibl., index, fig, tabl.
- LE HOUEROU (Henri-Noël). — « La situation pastorale dans le nord de l'Afrique », Etat d'avancement des données et des travaux. — *Options méditerranéennes*, n° 28, p. 17, 1975.
- LEWIS (I.M.). — *A pastoral democracy : a study of pastoralism and politics among the Northern Somali*. — London, 1961, Oxford Univ. Press.

- LIVINGSTONE (I.). — « Economic irrationality among pastoral peoples : myth or reality ». — *Des. Change*, 1977, 8, 207-30.
- LOVEJOY (Paul) & BAIER, (Stephen). — « The desert-side economy of the central Sudan », *The international journal of African history studies*, Vol. 8, 1975, Nb 4, pp. 551-58.
- LOVEJOY (Paul E.). — « Pastoralism in Africa ». — *Peasant Studies* 8 (2), 1979 : 73-82.
- MARTY (A.). — « Les problèmes d'abreuvement et le fonctionnement des stations de pompage vus par les éléments de l'arrondissement de Tchén Tabaraden. — Niamey, Rép. du Niger, 1972, Commissariat général au développement.
- MARX (Emmanuel). — « The tribe as a unit of subsistence : Nomadic pastoralism in the middle East ». — *American Anthropologist* 79 (2), 1977 : 343-363.
- MONOD (Théodore), (Ed.). — *Les sociétés pastorales en Afrique tropicale*. — IAI, Oxford, 1975, 502 p., Index, bibl.
- MONTAGNE (Robert). — *Nomades et sédentaires dans la civilisation islamique*. — Mém. CHEAM, n° 1 057, 1937.
- MOURANT (A.E.) & ZEUNER (F.E.) (Ed.). — *Man and cattle* (proceedings of a symposium on domestication). — Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland, 1963, 166 p.
- MOURGUES (G.). — « Le nomadisme et le déboisement dans les régions sahéliennes de l'Afrique occidentale française ». — *Conférence Internationale des Africanistes de l'Ouest*, Dakar, 1950, t. I.
- OXBY (C.). — *Pastoral nomads and development*. — London, IAI, 1975, 35 p.
- PEYRE de FABREGUES (B.). — *Synthèse des études de la zone de modernisation pastorale du Niger. Amélioration de l'exploitation pastorale*. IEMVT, 1973 : 50 p.
- PEYRE de FABREGUES. — *Le problème de l'élevage dans la désertification en Afrique*. — Photocopie. IEMVT, Maison-Alfort, Bibliographie.
- PLANHOL (X. de). — « Nomades et pasteurs VII : aspects de la manie pastorale intertropicale ». — *Revue géographique de l'Est*, 3, 1967, 373-384.
- PLANHOL (X. de). — « Nomades et pasteurs VIII : Nomades du grand désert ». — *Revue géographique de l'Est*, 3-4, 1968, 363-374.
- PLANHOL (X. de). — « Nomades et pasteurs XII-XIV : Nouvelles approches du nomadisme pastoral ». — *Revue géographique de l'Est*, 1974, 3-4, 331-376.
- REBOUL (C.). — *Danger d'oasis ? Aléas d'une politique de sédentarisation. Le forage de Lagbar au Sénégal*. — INRA, Mars 1972, 56 p.
- RIESMAN (Paul). — *Société et liberté chez les Peuls Djelgôbé de Haute-Volta*. — Thèse 3^e cycle, mult., 388 p.
- RIGBY (Peter). — *Cattle and kinship among the Gogo. A semi-pastoral society of central Tanzania*. — Ithaca and London Coruell University Press, 1969, 355 p., Bibl.
- ROBINET (A.H.). — « La chèvre de Maradi et sa place dans l'économie et l'élevage de la République du Niger ». — *Symposium sur les animaux à fourrure*, Milan, 13-16 avr. 1966, Maison-Alfort, IEMVT, 1966, 66 p.
- SALL (A.). — « Quel aménagement pastoral pour le Sahel ». — Paris, *Tiers-Monde*, 19, (73) janv.-mars 1978, 161-169.
- SALZMAN (Ph.). — « Ideology and change in middle Eastern tribal societies ». — *Man*, 13, 618-637.
- SALZMAN (Ph.) (Ed.). — *When nomads settle (processes of sedentarization. An adaptation and response)*, N.Y., J.F. Bergin publishers 1980, 196 p., Cartes.

- SCHNEIDER (H.K.). — « Economic development and economic change : the case of East African cattle », *Current Anthropology*, 15, 3, 1974 : 259-276.
- SCHNEIDER (H.K.). — *Livestock and equality in East Africa; the economic basis for social structure*. — Bloomington : Indiana University Press, 1979, 291 p.
- SWIFT (J.). — « Nomadisme et utilisation des terres ». — *Etudes Maliennes*, n° 2, mai 1972, 49-53.
- SWIFT (J.). — « Le nomadisme en tant que forme d'utilisation des terres. Les Touaregs de l'Adrar des Iforas ». — *Etudes maliennes*, n° 5, avr. 1973, 35-44.
- SWIFT (J.). — « Pastoral development in Somalia : Herding cooperatives as a strategy against. Desertification and famine ». — Glantz M.H. (Ed.) : *Desertification : environmental degradation in and around arid lands*, Boulder, West View Press.
- TOUPET (Charles.) — *La sédentarisation des nomades en Mauritanie centrale sahélienne*. — Librairie Honoré Champion, 1977, 490 p., tabl., cartes.
- TOUTAIN (B.) et PROT (J.). — « Mise en défens et possibilité de régénération des ressources fourragères sahéliennes » (études expérimentales dans le bassin de la mare d'Oursi, Haute-Volta). — IEMVT — GERDAT — CTFT, déc. 1980, 155 p.
- TUBIANA (M.J.). — « Système pastoral et obligation de transhumer chez les Zaghawa (Soudan-Tchad) ». — *Etudes Rurales*, Paris, 1971, 42, 120-171.
- WEEXSTEEN (R.). — « Révolution agraire et pastoralisme », Aix, CRESM, — *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XIV, 1975, 195-201.
- WEISSLEDER (W.) (éd.). — *The nomadic alternative : modes and models of interaction in the African Asian deserts and steppes*. — The Hague, Mouton, 1978, XVIII, 423 p.

CENTRE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES
SUR LES SOCIÉTÉS MÉDITERRANÉENNES

Collection « Recherches sur les Sociétés Méditerranéennes »

ENJEUX SAHARIENS

(Table Ronde du CRESM, nov. 1981)

par

Pierre-Robert BADUEL

et

Maurice BARBIER, Madjid BENCHIKH, Mohamed BENHLAL, Jean
BISSON, André BOURGEOT, Jean CABOT, Francis de CHASSEY, Taïeb
CHENTOUF, Slimane CHIKH, Bruno ÉTIENNE, Jean-Robert HENRY,
Bernard LANNE, André MARTEL, Ahmed MAMOU, Paul PASCON,
Jean-Jacques PÉRENNES, Jean-Claude SANTUCCI, Georges TOUTAIN, Pol
TROUSSET, Olivier VERGNIOT

ÉDITIONS
DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
15, quai Anatole France, 75700 PARIS
1984

73 11
B23632